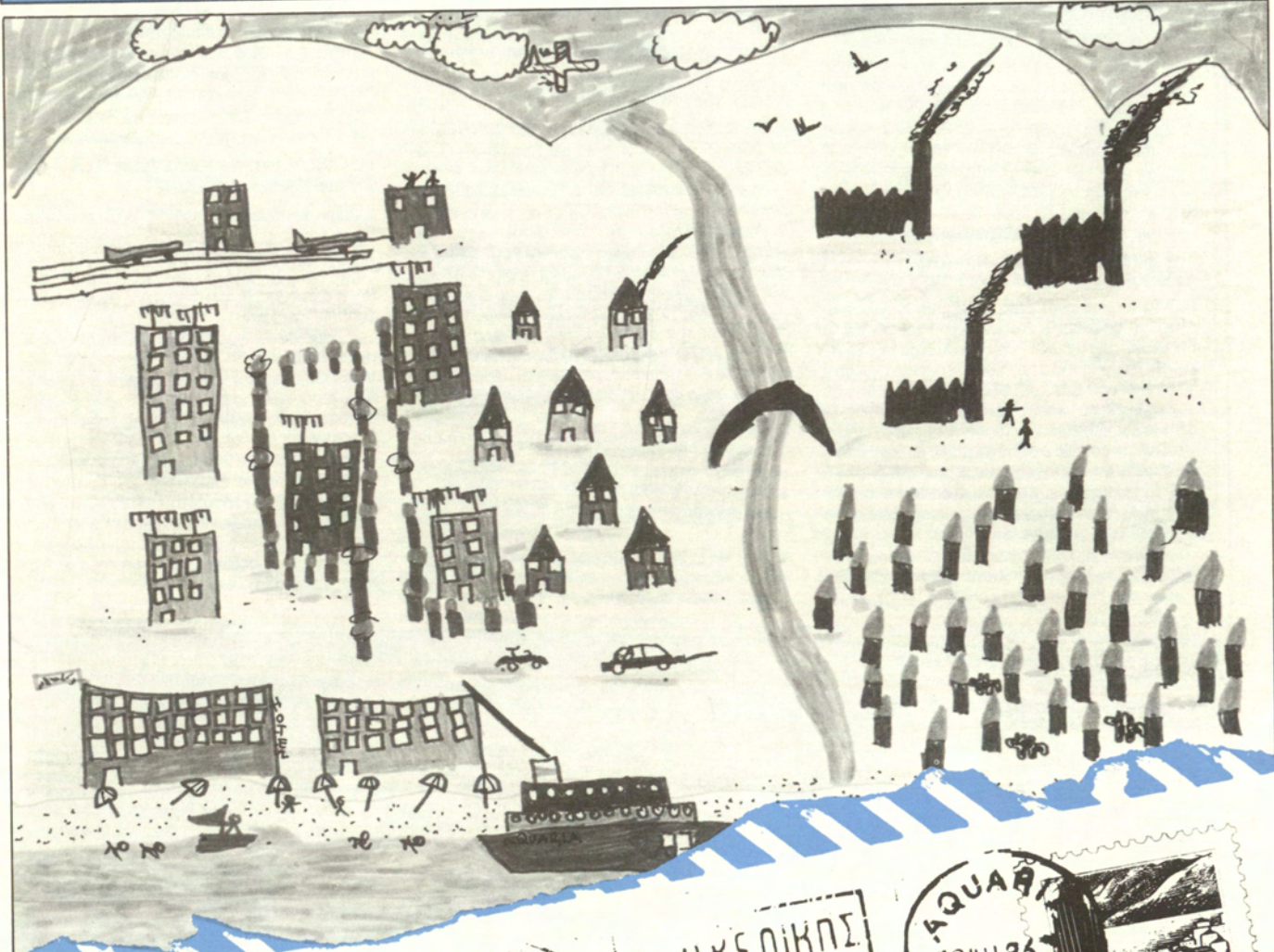




EDITION FRANCAISE

MEDWAVES

UNITE DE COORDINATION DU PAM • BULLETIN D'INFORMATION PUBLIE EN FRANCAIS ET EN ANGLAIS • JUILLET- SEPTEMBRE 1986 • NUMERO 6



ΤΑΧ. ΚΕ. ΠΙΚΗΣ
ΕΚΚΟΡΟΝΤΙΡ Μ.Ε.
ΓΡΑΦΕΙΟ Β' 4 'Σ'

AQUARIA
18V11832
PANG. ATION

ΤΑΧ. ΚΕ. ΠΙΚΗΣ
ΛΥΚΟΝΙ ΓΙΟ ΜΑΕ
ΓΡΑΦΕΙΟ Β' 4 'Σ'



pages 4 et 5

Planification intégrée
et gestion des zones côtières
de la Méditerranée

EUROPE: L'EAU NE PARVIENT PAS ENCORE DANS TOUTES LES ZONES RURALES

Bien que la région de l'Europe, comparée à d'autres régions de l'Organisation mondiale de la santé, atteigne le plus haut niveau en matière d'adduction d'eau et de services, certains pays n'ont pas toutes leurs régions rurales et banlieues de grandes villes desservies par des services d'adduction d'eau efficaces.

Voilà quelle est la conclusion fondamentale de la Troisième réunion consultative de la Décennie internationale d'adduction en eau potable et salubrité publique de la région européenne de l'Organisation mondiale de la santé, réunie à Izmir (Turquie) du 7 au 10 avril 1986.

Dix-neuf experts internationaux représentant quinze pays ainsi que des représentants des organisations de la famille des Nations Unies ont participé à la réunion.

Cette dernière a examiné la pollution des sources d'eau comme étant le problème majeur de la région et a recommandé la mise en oeuvre efficace de politiques de protection des sources, y compris des lois sur les sources de pollution diffuses.

THE INTERNATIONAL SASAKAWA ENVIRONMENT PRIZE

Le Prix international Sasakawa pour l'environnement est un tribut à l'excellence. Financé par la Fondation de l'Industrie de construction navale du Japon, ce prix dont le montant s'élève jusqu'à 50.000 dollars E.U., est décerné tous les ans en reconnaissance d'une réalisation exceptionnelle dans le domaine de l'environnement.

Le Prix peut être décerné à des personnes individuelles ou des institutions. Il peut être attribué conjointement lorsque les bénéficiaires ont collaboré ou bien sont considérés comme méritant la reconnaissance à titre égal.

Ce sont les gouvernements, les institutions de la famille des Nations Unies ou des individus et

associations intéressés par l'environnement qui proposent les candidats au Prix.

L'annonce du Prix est faite tous les ans, le 5 juin, par le Secrétaire général ou son représentant, lors d'une cérémonie spéciale de la Journée mondiale de l'environnement.

Le Prix 1984 a été décerné à titre posthume au *Dr Aurelio Peccei*, fondateur et président du Club de Rome. En 1985, le *Professeur Gilbert White* des Nations Unies et *M. Hassan Asmaz* de Turquie se sont partagés le Prix. Celui de 1986 a été remporté par *l'African Wildlife Management*.

Les candidatures doivent parvenir au Secrétaire du Sasakawa International Prize, c/o Programme des Nations Unies pour l'environnement, B.P. 30552, Nairobi, Kenya, avant le 30 novembre 1986.

LE PRIX INTERNATIONAL OLYMPIA 1986

Les Prix internationaux Onassis pour 1986 ont été remis par S.E. le Président de la République hellénique.

Les Prix, institués par la Fondation à but non lucratif Alexandre Onassis (Grèce) couvrent trois domaines majeurs de réalisations humaines: l'Homme et l'Humanité (Prix ATHENA), l'Homme et la Société (Prix ARISTOTE), et l'Homme et l'Environnement (Prix OLYMPIA).

En 1986, le Prix OLYMPIA a été décerné conjointement à M. Herbert von Karajan pour le Festival de Salzbourg et à la Commission de la Jeunesse des Communautés européennes.

Depuis la création du Prix, les lauréats ont été les suivants:

- M. Harold MacMillan, Président du Comité de sauvegarde de l'Acropole (1980);
- L'UICN (1981);
- M. Manolis Andronicos, Professeur d'archéologie de l'Université aristotélicienne de Thessalonique (1982);
- S.A. le Prince Sadruddin Aga Khan, ancien Haut Commissaire pour les réfugiés et "Europa

Nostra" (décerné conjointement, 1983);

- Le Professeur Francesco Nicosia, Directeur du "Centro di Restauro" de Florence et D. Dillan Ripley, Directeur du "Smithsonian Institution" (décerné conjointement, 1984);

- La Commission Erasme de l'Académie Royale des Arts et Sciences des Pays-Bas et M. K.K. Framji, Secrétaire général de la Commission internationale d'irrigation et d'assèchement (décerné conjointement, 1985).

Le Prix OLYMPIA est attribué à des personnes individuelles ou des institutions ayant contribué de façon notable à la conservation de la nature, à la sauvegarde de notre patrimoine culturel ou au progrès scientifique.

Le Prix ATHENA a été décerné en 1986 à Helmut Schmidt, ancien Chancelier de la République fédérale d'Allemagne alors que le Prix ARISTOTE a été conjointement attribué au Centre international de recherche et réintégration pour les victimes de tortures et à l'Agence France-Presse.

LES SOVIETIQUES EN FAVEUR D'UN PLAN DE SECURITE NUCLEAIRE

L'Union soviétique est prête à "offrir toute l'assistance possible" pour développer la coopération internationale avec les Nations Unies et les autres organisations internationales afin d'établir un système d'alarme en cas d'accident ou de panne de centrale atomique.

Dans son allocution aux Représentants permanents auprès du PNUÉ à Nairobi le 21 mai, le Vice-Représentant Victor Dolmatov a fait allusion à la proposition du dirigeant soviétique, Mikhail Gorbatchev, qui vise à établir un code international pour un développement non dangereux de l'énergie nucléaire et un système d'alarme en cas d'accident.

Le Directeur exécutif du PNUÉ, M.M.K. Tolba, a déclaré qu'il proposera au Conseil d'administration du PNUÉ que "les pays soient obligés de mentionner les accidents comme celui de Tchernobyl au PNUÉ ou à l'AIEA".

EDITORIAL

Pensez de manière positive!

Henry Skolimowsky, le célèbre philosophe écologiste, a déclaré lors d'un entretien qu'il est faux de n'offrir au public des histoires d'horreur. "Nous courons le risque d'accoutumer les gens à l'horreur, et alors, ensuite ils ne réagiront plus. De plus, en ne voyant s'offrir que les effets négatifs des activités humaines sur l'environnement, le public peut croire qu'il ne peut rien faire. Par conséquent, en ne fournissant que ce type de données, nous les poussons à devenir passifs et à ne pas s'engager. Donc, plus de visages portant des masques à gaz sur les affiches. Plus de slogans du genre "la mort est proche". Soyons POSITIFS!"

Maintenant, si vous lisez simplement le journal ou que vous mettiez la radio. Qu'entendez-vous ou que lisez-vous? Il est fort probable que l'on vous annonce qu'une nouvelle catastrophe vient de se produire.

"Eh bien, c'est vrai?", demanderez-vous peut-être. Oui, il y a une nouvelle catastrophe, si les médias l'annoncent. Il y a peut-être des morts, des blessés, l'environnement a peut-être été pollué.

Mais combien de catastrophes de ce genre ont été évitées parce que quelqu'un s'est bien acquitté de sa tâche? Combien d'accidents n'ont pas eu lieu parce que des mesures de sécurité avaient été prises? Combien d'activités ont eu moins d'impact sur la nature (ou même aucun impact) parce que les gouvernements avaient décidé de coopérer, de s'informer mutuellement et d'informer le public, parce que des chercheurs avaient eu la possibilité d'analyser et d'évaluer les effets éventuels et de sonner l'alarme?

Avez-vous souvent lu des histoires semblables?

Malheureusement, les mass-media sont friandes d'histoires sombres, pleines de drames, qui se vendent bien et leur permettent de critiquer. Evidemment, personne ne suggère que des histoires de ce genre ne sont guère utiles et parfois décisives. Le public EST informé, les gouvernements AGISSENT sous cette pression, et il en RESULTE généralement une action entreprise.

Mais quelquefois (heureusement pas très souvent), vous tombez sur une "énormité", une histoire partielle. C'est l'histoire où RIEN n'a été fait, PERSONNE ne s'intéresse, TOUT va de travers, TOUT se dégrade, est dangereux, est catastrophique.

Des histoires de ce genre, articles dans des journaux ou des magazines, des reportages à la radio ou à la télévision, sont NEGATIVES. Elles n'informent PAS le public; elles n'aident PERSONNE à avoir une opinion objective sur ce qui se passe, qui faut-il blâmer, ce qu'il faut faire, qui peut offrir son assistance (et, habituellement, tous le peuvent); elles POUSSENT les gouvernements à adopter une attitude négative face aux médias (ou encore pire, à ressentir de l'amertume envers les journalistes) ce qui est, évidemment, injuste pour le journalisme objectif.

Adoptons donc une attitude positive!

Il faut croire que quelque chose se produit (ce qui est en partie vrai) et le faire remarquer à nos lecteurs, nos auditeurs, nos téléspectateurs, nos collègues chercheurs, nos voisins.

Grommeler n'est pas toujours la seule façon de répondre!

tanjug

L'EDUCATION DES MARINS

L'une des actions les plus intéressantes entreprises a été l'organisation de cours pour les marins, durant lesquels ils ont été informés des dangers de la pollution marine et ont reçu des instructions concrètes quant à la façon avec laquelle ils peuvent aider à protéger la mer. De tels cours ont été organisés en Grèce durant ces quatre dernières années et les quelques 3000 marins qui ont participé à ces séminaires sont devenus les propagateurs de la protection de la mer Méditerranée. Il est certain qu'ils ne déverseront plus de manière irresponsable des hydrocarbures dans la mer, un des plus grands dangers auxquels doit faire face la Méditerranée.

On ne peut que souhaiter que d'autres cours de ce genre soient organisés, ne s'adressant pas seulement aux marins mais aussi au grand public; cependant, il ne s'agit là que d'une "goutte d'eau" dans la lutte que cette mer, autour de laquelle s'est développée la civilisation occidentale, est obligée de mener, afin d'empêcher qu'elle ne devienne le plus grand bassin d'évacuation d'égouts du monde.

TANJUG PRESS AGENCY

Le Monde

PEINTURES SUR NACRE

(Le Monde, 28.05.1986) (Les organo-étains utilisés pour protéger les coques de bateaux de plaisance provoquent la mort des huîtres)

La Grande-Bretagne a récemment réglemen-té, pour les coques de petits bateaux de plaisance, l'usage des peintures antisalissures à base d'organo-étains. La France avait pris la même mesure en janvier 1982 pour les bateaux de moins de 25 mètres de long. Des études, menées à partir de 1975 par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) ont montré, en effet, que les organo-étains sont, même à des doses infimes, très préjudiciables aux élevages d'huîtres et aussi de moules.

L'alerte est venue en 1975 du bassin d'Arcachon. Normalement, les larves d'huîtres, qui commencent leur vie en flottant en pleine eau, vont, à l'âge de deux ou trois semaines, se fixer au fond de la mer sur un support solide et propre. Cette particularité des huîtres est mise à profit par les ostréiculteurs qui posent des tuiles sur le fond de la mer et captent ainsi le naissain, c'est-à-dire les toutes jeunes huîtres qui grandiront ensuite dans les parcs.

En 1975, 1976 et 1977, il était impossible de capturer le naissain dans le bassin d'Arcachon. Les larves flottant en pleine eau mouraient à deux ou trois jours, donc avant de se fixer.

D'Arcachon, le mal s'est étendu à d'autres régions ostréicoles - Marennes-Oléron notamment, - et en 1978-1979 la situation était très sérieuse. En 1980, à l'ISTPM, plusieurs équipes s'attaquaient au problème. Très vite, les soupçons se sont portés sur les peintures antisalissures aux organo-étains. D'une part, ce type de peintures très persistantes avait rem-

placé, justement à partir de 1975, les "vieilles peintures" à l'oxyde de cuivre, dont la toxicité et la persistance sont moindres. D'autre part, les parcs dont les huîtres étaient malades avoisinaient des ports de plaisance.

Des études ont donc été menées aussi bien dans les laboratoires de l'ISTPM à la Tremblade que dans les parcs du bassin de Marennes-Oléron proches du port de plaisance de Boyardville. Les résultats obtenus sont incontestables: au laboratoire, comme dans les parcs, les huîtres prospéraient dans l'eau propre, alors que celles qui baignaient dans une eau contenant des traces des peintures présentaient en même temps les mêmes anomalies.

Dès son identification en décembre 1981, la cause du mal a été supprimée. En janvier 1982, le Ministère de l'environnement prenait un premier arrêté interdisant pour les petits bateaux, les peintures aux organo-étains. Cette mesure a été reconduite depuis. Son efficacité a été très rapide. Dès 1983, les ostréiculteurs du bassin d'Arcachon recaptaient le naissain.

YVONNE REBEYROL

GREENPEACE NEWS

"QU'EST-CE QUE CHACUN D'ENTRE NOUS PEUT FAIRE?"

Lors de la réunion du PNUE à Gênes en septembre 1985, un important pas en avant a été fait. Cependant, on craint que la Déclaration de Gênes ne devienne une autre simple déclaration de bonne volonté avec peu d'effets pratiques, à moins qu'un effort collectif soit fait pour en rappeler l'existence.

La déclaration elle-même reconnaît le rôle que les organisations non gouvernementales et le grand public peuvent et doivent jouer dans un effort visant à sauver la Méditerranée.

Greenpeace participe à ce défi lancé pour sauver la Méditerranée à un moment où les conflits internationaux et les menaces de guerre dans cette région n'ont jamais été aussi importants.

Qu'est-ce que chacun d'entre nous peut faire?

Tous les ans, 100 millions de touristes se rendent sur ses côtes. Vous êtes peut-être l'un d'eux. Avant de partir en direction de la Méditerranée, écrivez à l'ambassade (ou aux ambassades) du (ou des) pays dans lesquels vous allez vous rendre, leur indiquant que vous respecterez leur environnement et leur demandant ce qu'ils font pour la protection de la Méditerranée.

Essayez de choisir, pour vos vacances, le site le moins destructif tant pour l'environnement que pour la culture.

Si vous êtes témoin d'une tuerie sur une espèce menacée telle que des tortues de mer, des cétacés, des phoques-moines, etc., n'hésitez pas à aller la dénoncer au poste de police le plus proche. Expliquez les raisons pour lesquelles vous êtes opposés à ce genre d'activités aux personnes impliquées qui n'ont peut-être pas accès à votre niveau d'information et d'éducation.

Prenez garde aux incendies de forêt. Ne campez pas dans des zones polluées. Ne jetez pas vos mégots, allumettes ou du verre. Ne déversez pas vos ordures dans les cours

d'eau, la mer ou dans la nature.

N'achetez pas d'objets en corail: les coraux rouges disparaissent en Méditerranée.

N'achetez pas ou ne consommez pas de produits provenant de tortues.

Ne consommez pas de trop "jeunes" poissons et encouragez les pêcheurs à respecter les réglementations en matière de conservation des pêcheries.

Si vous êtes amateur de plongée, ne pratiquez pas la pêche sous-marine.

GREENPEACE NEWS, MAI 1986

UNEP Feature

LES FEMMES EN LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

"Chipko" signifie "embrasser les arbres". Les femmes de la région centrale de l'Himalaya en Inde avaient coutume d'embrasser les arbres lorsque les hommes venaient pour les abattre afin d'en faire du bois. "Elles préféraient mourir que de bouger", raconta une des participantes indiennes à la Conférence des Nations Unies des Femmes à Nairobi. Voilà donc le début de ce qui allait devenir un des mouvements en faveur de l'environnement les plus connus, mouvement mené par des femmes avant et pendant la Décennie de la Femme. Dans le monde entier, les femmes ont compris que de nouveaux modèles de développement non destructeurs sont nécessaires pour protéger les ressources naturelles de notre planète Terre. Comme le mouvement Chipko en Inde, le mouvement Green Belt au Kenya a mobilisé des milliers de femmes afin de sauver les arbres. Dans ce pays, une petite récompense financière a été accordée aux femmes pour les encourager à planter et faire pousser plus de 2 millions d'arbustes depuis 1977, année de la création du mouvement Green Belt. Depuis lors, plus d'un million de "Green Belt", avec mille arbres pour chaque mouvement, ont été établis dans les régions d'Afrique orientale, aussi exposées à l'érosion des sols et à la désertification que les contrées avoisinantes.

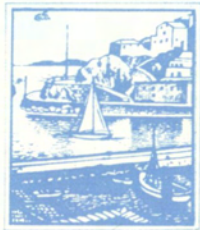
Les femmes - à l'Ouest, à l'Est et dans les pays en voie de développement - sont des personnages clefs dans les mouvements ayant pour objectifs la protection de l'environnement et un développement soutenu. Au cours de la Décennie de la Femme, "elles ont souvent été les premières à mener les manifestations contre la pollution de l'air et de l'eau par les produits chimiques" a rappelé le Directeur exécutif du PNUE. Le PNUE a vu le jour il y a 13 ans, juste trois années avant que soit déclarée la Décennie de la Femme.

L'environnement, le développement et les femmes sont, de nombreuses façons, inextricablement liés. M. Tolba a fait remarquer que les femmes "ont été des meneuses dans les domaines de l'éducation en matière d'environnement et de l'initiative des citoyens pour une action politique". Elles se sont élevées contre les centrales nucléaires de même que contre les résidus toxiques qui portent préjudice aux mères qui allaitent. Les femmes - à la recherche de bois de chauffe et d'eau - sont les principales victimes de la détérioration de l'environnement alors qu'en même temps elles sont souvent accusées d'en être les causes principales.

ANDREA TAPPER, UNEP Feature 85/12

UN EFFORT MULTIDISCIPLINAIRE

Un pays pas si imaginaire et si



AQUARIA 60

Un pays, Aquaria. Entre une longue plage de sable, maintenant appelée Sol, et une épaisse forêt méditerranéenne qui lèche les rivages de la mer, une ville fut construite à l'époque des Croisades sur la petite rivière "Eau". On l'appela "Salut". A la suite des guerres, la ville connut un déclin et il n'en resta qu'un petit village de pêcheurs. Les hordes d'étrangers, de marchands, de marins, de riches et de pauvres appartenaient au passé ..., mais aussi à l'avenir. Car, au début du XXème siècle, des dilettautes

découvrirent le village traditionnel et décidèrent qu'ils pourraient y passer là des vacances tout au long de l'année. Quelques années plus tard, cet endroit était devenu l'un des plus "à la mode" du bassin méditerranéen. Alors, de nouvelles hordes de "barbares" déferlèrent, cette fois armés non pas d'épées mais d'appareils photos. Le village se développa en une grosse bourgade puis en une ville. En un rien de temps, des hôtels et des résidences s'élevèrent, et puisqu'il fallait sans cesse de la main d'oeuvre nouvelle, des appartements furent construits pour y loger les ouvriers. Cet essor du tourisme fut suivi d'un développement industriel rapide, car le gouvernement d'Aquaria avait pensé que puisque la région se développait rapidement, il fallait saisir l'occasion d'attirer les investissements. Ce n'est pas que le gouvernement pensait établir une industrie lourde dans la région, loin d'eux cette pensée, car c'était après tout une région touristique, mais de petites unités installées pour desservir le marché touristique étaient en fait quelque chose de bien différent. On construisit un aéroport, des autoroutes, un port de plaisance et une voie ferrée qui auparavant countournait le petit village, et maintenant déversait plusieurs fois par jour par dizaines ses voyageurs dans la nouvelle gare.

Tout à coup, "Salut" devient une ville prospère et ses habitants n'en furent que plus riches. Ce "boom" survécut aux deux guerres mondiales et s'est même renforcé dans les années 60. Et puis, dans les dernières années de cette décennie, des personnes étranges, que l'on disait chercheurs, sont arrivées et ont commencé à observer et faire des expériences. Ils ont découvert que la population de poissons dans la zone littorale avait dramatiquement diminué. La rivière était polluée. La forêt s'éclaircissait de plus en plus. Plusieurs animaux qui y vivaient étaient en voie d'extinction. D'autres chercheurs sont arrivés et les citoyens d'autres régions du pays ainsi que d'autres pays se sont mis à manifester contre les effets néfastes du développement sur l'environnement. Le gouvernement central, profondément préoccupé par les rapports, a passé des lois très strictes au Parlement. Et bien que la population locale ait compris que son niveau de vie était devenu très bas, elle s'est opposée aux nouvelles lois, en avançant que les restrictions imposées à leurs activités auraient de graves conséquences sur leurs revenus. Les pouvoirs locaux se sont rangés aux côtés de leurs citoyens. Et en dépit que les chercheurs se soient efforcés, à maintes reprises, d'expliquer aux deux parties que restrictions et conservation vont de paire avec le développement et le bien-être économique, personne n'était prêt à les croire. Que devaient-ils (ou pouvaient-ils) faire? On se trouvait dans une impasse.

L'ETAT ACTUEL DES ZONES LITTORALES



AQUARIA 50

La ville de Salut est un cas typique de développement méditerranéen. Plusieurs zones de ce genre existent dans la plupart des pays de la région. Dans l'introduction d'un rapport de synthèse préparé par S. Truta, consultant du PAP/CAR, concernant les études de cas nationales sur la planification intégrée et la gestion des zones côtières, il est mentionné que "le taux d'urbanisation sans précédent des dernières décennies et, en particulier les migrations de population vers les centres côtiers, ont eu pour résultat que d'immenses agglomérations

s'étendent de manière non contrôlée le long du littoral des pays méditerranéens. La "littoralisation" des activités telles que celles de l'industrie pétrochimique, la construction de ports, terminaux, autoroutes, voies ferrées le long et en travers des côtes ont fortement contribué à une saturation de ces dernières, à mener à des conflits entre les utilisateurs des terrains et enfin à un développement confus de nombreuses régions (particulièrement dans la Méditerranée du Nord), totalement incompatible avec l'environnement naturel et oubliant de toute considération écologique fondamentale. Simultanément, la croissance rapide de l'industrie touristique a absorbé de vastes zones du littoral pour y établir ses complexes, causant ainsi de nombreuses perturbations du milieu naturel et de l'écosystème côtier.

D'un autre côté, les pays en développement de la Méditerranée déploient leurs efforts pour intensifier leur utilisation de la mer et des ressources de la côte afin d'améliorer l'économie, attirer des flux de touristes internationaux et développer leur infrastructure. Bien que dans ces pays, la situation ne soit pas critique en termes d'exploitation excessive de l'environnement naturel, la concentration croissante de population dans les villes du littoral et dans l'arrière-pays immédiat ainsi qu'une pression de plus en plus forte de demandes d'emplois semblent indiquer qu'ils courent le danger que leurs côtes ne puissent échapper à des difficultés semblables à celles dont les pays développés ont fait l'expérience".

LE PROJET



AQUARIA 40

Le PAP/CAR a lancé en 1984 un projet en trois phases. Dans la phase I, il s'agissait de préparer les rapports nationaux à la suite desquels une réunion de travail d'experts a été organisée à Split (les 18 et 19 février 1985), au cours de laquelle les rapports ont été examinés et les problèmes soulevés discutés.

La Phase II comprenait la préparation d'études de cas par des experts nationaux désignés par les Structures focales nationales pour le PAP et nommés par le PAP/CAR. Un "Séminaire sur la planification intégrée et la gestion des zones côtières de la Méditerranée" a été tenu à Athènes (25-27 juin 1986), ayant pour objectif de formuler des conclusions sur le cadre principal et les sujets à aborder dans la Phase III.

RE POUR SAUVER LE LITTORAL

es problèmes du monde réel

Huit pays ont présenté des études de cas à Athènes, à savoir: l'Espagne, la France, la Grèce, Israël, l'Italie, la Tunisie, la Turquie et la Yougoslavie (les huit pays ainsi que Chypre, Malte et le Maroc ont été ceux qui ont préparé des rapports nationaux au cours de la Phase I du projet).

M. Truta, alors qu'il résumait ses conclusions après avoir examiné les rapports nationaux et les études de cas, a fait remarquer qu' "en dépit des écarts entre les systèmes socio-économiques, des différences historiques et de niveaux de développement obtenus, il existe une série de solutions semblables dans le domaine de la législation en matière de planification et de gestion dans les pays méditerranéens.

On a généralement l'impression que, pour la majorité des pays, le domaine de l'aménagement et de la gestion du territoire ainsi que celui de la protection de l'environnement, qui devrait être l'axe principal de la planification intégrée, n'est que partiellement présent dans plusieurs lois, sans qu'une démarche unique et globale soit suivie.

En tant que problème différent, les réglementations sur la gestion de l'espace dans les zones côtières ont été abordées, faisant souvent partie d'une législation concernant un autre domaine et donc, d'une importance moindre. Des pratiques législatives plus récentes tendent à aborder la planification, la gestion et la protection de l'environnement, comprises dans un seul acte législatif, comme un ensemble, ce qui rendrait possible une gestion et une exploitation plus rationnelles.

Aujourd'hui, la planification intégrée des zones côtières des pays méditerranéens présuppose, en premier lieu, un aménagement du territoire au niveau national, régional ou local. Selon les rapports nationaux, presque tous les pays disposent de plan d'aménagement local pour toute agglomération d'importance, dans le cadre de la commune.

Certains pays possèdent des plans de développement régional ou des plans de développement de zone littorale tels: l'Espagne, la Yougoslavie, la Tunisie, la Turquie et la France; ou s'attachent à leur préparation, tels l'Italie, le Maroc, la Grèce.

Dans le domaine de la gestion, et en particulier ce qui intéresse la mise en oeuvre, le problème de la diversité des intérêts a été plus spécialement souligné. Il est fait allusion là en grande partie aux conflits d'intérêts locaux et nationaux, mais aussi aux intérêts publics face aux intérêts privés ou de certains groupes."

"Les études reçues", poursuit M. Truta, "traitent de plans différents tant dans leur portée que dans les caractéristiques de la zone étudiée. Cependant, ne serait-ce qu'un bref coup d'oeil sur leur contenu suffit pour voir qu'il existe une similitude d'approche frappante.

Etant donnée la différence existant entre les systèmes économiques et sociaux, on pourrait s'attendre à ce que les planificateurs adoptent plus rapidement une variété d'approches. Cependant, puisque c'est une question tout d'abord d'aménagement du territoire, il est évident que leur similitude est le fruit d'une procédure méthodologique pratiquée depuis plusieurs années déjà, ayant acquis un caractère universel".

Après avoir examiné les rapports, les participants au séminaire sont parvenus à certaines conclusions. La plus frappante de celles-ci est la remarque selon laquelle "le degré de développement économique et social de régions ou des pays, en règle générale, n'entrave pas l'adoption de solutions rationnelles visant à protéger et mettre en valeur l'environnement".

Il est aussi indiqué dans le rapport de la réunion que "la majorité des études de cas soulignent les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des plans, dues en premier lieu à des conflits nés au sein des diverses parties intéressées et à des niveaux différents ou au manque de ressources."

"Les plans de protection et de mise en valeur de l'environnement, d'un autre côté, ne contiennent pas d'analyse économique appropriée."

Evidemment, les participants ont mis l'accent sur "le besoin d'une approche multi-disciplinaire et multi-sectorielle lors de la préparation des plans, avec la participation d'un grand nombre de spécialistes et planificateurs locaux, en collaboration avec des experts internationaux, si cela s'avère nécessaire."

RECOMMANDATIONS



Les participants ont noté qu'il est nécessaire d'étudier les éléments physiques, socio-économiques et écologiques de chaque zone examinée afin d'élaborer d'éventuels plans de développement et de protection de l'environnement qui soient réalistes.

Il est aussi essentiel, ont-ils ajouté, d'inclure dans les plans et projets de développement intégré non seulement la zone côtière mais également l'atmosphère, les zones maritimes adjacentes et l'arrière-pays, en tant que parties intégrantes.

Ils ont souligné qu'il était nécessaire d'élaborer en détail les éléments économiques et financiers des projets, sans oublier que le développement économique, et particulièrement le développement touristique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie dans les zones littorales devraient être inclus dans la planification de développement régional intégrée. Il a été également souligné que les décideurs et les aménageurs devraient être mis en contact en vue d'une meilleure information réciproque.

L'information doit jouer un rôle important dans la planification et la gestion des zones côtières. Les représentants des pays qui ont participé au séminaire ont noté que la participation active et l'information du public sur les projets et les résultats escomptés pour la population locale de même que la formation permanente de la population et des pouvoirs locaux sur les questions de conservation et de protection de l'environnement sont des conditions préalables essentielles pour une mise en oeuvre réussie des plans.

Les participants ont demandé que l'on procède des échanges d'informations, qu'une banque de données soit créée et que des cartes nationales de l'environnement soient dressées.

Enfin, les experts ont fait remarquer que lors de la préparation des plans, il faudrait accorder une attention particulière à la protection de la mer contre la pollution, à l'utilisation rationnelle des ressources d'eau douce, à l'utilisation des sources renouvelables d'énergie et aux processus de concentration des activités et de la population en bord de mer et leurs effets. De plus, reconnaissant le fait que les aménagements et la mise en valeur affectent les prix des biens fonciers, il faudrait tenir compte des problèmes associés au contrôle des terrains.

Le peuple, les hommes politiques, les chercheurs, les hommes d'affaires et les décideurs d'Aquaria ont encore un long chemin à parcourir. Rien ne garantit que la ville de Salut sera sauvée. Mais s'ils s'efforcent de se comprendre et de résoudre certains problèmes, une nouvelle ère de croissance, de prospérité et de stabilité écologique s'ouvrira sans doute pour la région.



SERIE EDUCATIVE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

En 1975, l'UNESCO en coopération avec le PNUE a lancé un Programme international d'éducation en matière d'environnement. Depuis 1983, le PIEE publie une série sur l'éducation en matière d'environnement qui, jusqu'à ce jour, compte 17 numéros. Les sujets traités ont été les suivants: module d'éducation en matière d'environnement pour la pré-formation et la formation en cours d'emploi des professeurs et enseignants des écoles primaires et secondaires, approches interdisciplinaires de l'éducation, évaluation de l'éducation en matière d'environnement dans les écoles, étude comparative de l'incorporation de l'éducation en matière d'environnement dans les programmes scolaires, module éducatif sur les problèmes d'environnement dans les grandes villes, guide de simulation et de jeux pour l'éducation en matière d'environnement, etc.

Cette série est publiée par la Division de l'éducation scientifique, technique et professionnelle de l'UNESCO.

TRAITEMENT ET DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES DANS LA REGION MEDITERRANEE (OMS - Bureau régional pour l'Europe, Copenhague, 1986)

Ce livre, le dernier paru d'une série publiée par l'OMS, intitulé "SANTÉ ENVIRONNEMENTALE" contient le compte-rendu de Journées d'étude de l'OMS sur le sujet, tenues à Venise du 10 au 14 juin 1985.

Dans la première section, le lecteur pourra trouver le rapport de la réunion, alors que dans la seconde, il verra les documents de travail qui ont été présentés. Parmi les auteurs, on compte: L.J. Saliba, A.P. Economopoulos, S. Tadesci et D. Orhon.

LA BROCHURE DU PAM



La brochure, qui donne un bref aperçu historique du Plan d'action pour la Méditerranée, décrivant ses composantes et sa mise en oeuvre, déjà publiée en anglais, français, arabe et italien, vient de paraître en espagnol et en turc.

AMBIO, Vol. XV, No 3, PERGAMON PRESS, OXFORD, 1986

Le numéro 3/1986 d'AMBIO, le Journal de l'environnement humain publié par l'Académie royale des Sciences de Suède en coopération avec l'Institut des ressources mondiales, est consacré aux mammifères marins.

Les articles portent sur de nombreux sujets: les mammifères dans la mer, le Plan d'action global pour la conservation, la gestion et l'utilisation des mammifères marins, la chasse des mammifères à des fins commerciales et de subsistance, les

interactions mammifères marins-pêcheries, l'utilisation des baleines à des fins de non consommation, les campagnes éducatives en faveur des mammifères marins, la recherche sur les grands et petits cétacés: conservation et gestion, les phoques dans l'environnement humain, la recherche sur les sirènes, les outres de mer et leur environnement, le rôle du droit dans la protection des mammifères marins.

AMBIO est un journal international qui aborde des questions de recherche et de gestion en matière d'environnement. Il publie les travaux les plus récents concernant les domaines reliés entre eux de la gestion environnementale, la technologie et les sciences de la nature. AMBIO présente des nouvelles professionnelles de haut niveau scientifique sous une forme compréhensible et utile, ne s'adressant pas seulement à des spécialistes mais aussi des chercheurs d'autres domaines, des étudiants, des hommes politiques, des aménagés professionnels et des profanes intéressés.

BULLETIN DE L'UICN, Vol. 17 (1-3), janvier/mars 1986

Le dernier numéro du Bulletin de l'UICN contient des nouvelles, rapports, le "Géoscope" (tendances mondiales dans les domaines de la politique et de l'économie, activités de conservation dans les pays participant au programme de stratégies nationales de conservation) et un "Rapport spécial" de 30 pages sur la CONSERVATION DES FORETS TROPICALES.

LA STRATEGIE MONDIALE DE LA CONSERVATION EN ACTION, décembre 1985

La Stratégie mondiale de la conservation (SMC) a été lancée le 5 mars 1980. Elle a été préparée par l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN) avec les conseils, la coopération et l'aide financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du World Wildlife Fund (WWF) et en collaboration avec la FAO et l'UNESCO.

"Les stratégies mondiales de conservation en action" donnent des informations sur la mise en oeuvre de la SMC. C'est une publication du Centre de l'UICN de la conservation pour le développement, comprise dans le projet de stratégie de conservation pour le développement, financé par le WWF.

Les articles de ce numéro portent sur les Pays-Bas, l'Amérique latine, Madagascar, Panama et l'Australie. Il y a aussi un article sur l'Education et la SMC.

LE COURRIER DE L'UNESCO CONSACRE UN NUMERO A LA MEDITERRANEE

Le COURRIER, magazine mensuel de l'UNESCO, a consacré son numéro de décembre 1985 (édition anglaise) aux mondes méditerranéens.

L'éditorial fait remarquer que l'on s'est efforcé dans ce numéro du Courrier de l'Unesco de tracer les caractéristiques essentielles de l'éthos méditerranéen.

Ce numéro comporte neuf articles portant sur des sujets tels que l'histoire, l'urbanisme, la culture, le folklore et l'archéologie. Sur presque toutes les pages, on peut trouver des citations d'auteurs méditerranéens célèbres.

Le Courrier, publié depuis 39 ans, paraît tous les mois en 32 langues. Les mois de publication du même numéro en diverses langues diffèrent.

NATUROPA, No 52/1986

Naturopa est le magazine publié par le Centre d'information européen pour la conservation de la nature du Conseil de l'Europe. Au sommaire du dernier numéro, des articles sur le chasseur moderne, formation et responsabilité, connaître la forêt, l'équilibre écologique, gibier et habitat, agriculture et vie sauvage, la chasse de demain et bien d'autres sujets.

Un bulletin d'information de 4 pages est joint (No 86-7)

LA "SIREN", No 31, juillet 1986

Le 31ème numéro du bulletin d'information du Programme des mers régionales du PNUE vient de paraître, avec les nouvelles de l'OCA/PAC, Centre d'activités du Programme des océans et zones côtières.

Ce numéro comprend les articles suivants: "Les problèmes de pollution en Papoua Nouvelle-Guinée" de David Mowbray; "Le rétablissement des iguanes marins des Galapagos après la catastrophe d'El Niño" d'Andrew Laurie et "Les écosystèmes côtiers et la rapide élévation du niveau de la mer" d'Arthur Lyon Dahl.

ROCC INFO No 17

Le numéro 17 du bulletin publié par le Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, situé sur l'île de Manoel (Malte), vient de paraître avec des articles sur MEDIPOL 86, la Journée maritime mondiale 1986, la contamination des tortues de mer par les hydrocarbures, ainsi que des informations sur les manifestations à venir, les nouvelles en bref, etc.

MEDIPOL 86, RAPPORT FINAL, ROCC, Malte, 1986

Il s'agit là du rapport final du cours MEDIPOL 86, organisé sur l'île de Manoel, Malte, au siège du Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures (ROCC).

MEDIPOL 86 avait été précédé de quatre cours semblables organisés entre 1981 et 1985 sous le même nom par le ROCC. C'est sans doute la partie principale du programme de formation prévu pour les pays de la région méditerranéenne.

REUNION SUR LE CYCLE BIOGEOCHIMIQUE DU MERCURE EN MEDITERRANEE, FAO, Rome, 1986, (FAO, Rapport des pêches (325) Suppl.: 127 p).

Ce volume contient les communications présentées lors de la réunion FAO/PNUE/OMS/COI/AIEA ci-mentionnée, qui a eu lieu à Sienne, Italie, du 27 au 31 août 1986.

PUBLICATIONS DIVERSES

- Northridge S.P. "World review of interactions between marine mammals and fisheries", FAO Fish. Pap. (251): 190p. 1984
- Berka R., "The transport of live fish" A review, RIFAC Tech. Pap. (48): 52p., 1986.
- Cleveland B.C. (ed), "Adjustments to changes in fisheries law and economics", FAO Fish. Tech. Pap. (269): 115p, 1985 (bilingue: ANG-FR)
- Kepetsky J.M. and Lasserre G. (eds), "Management of coastal lagoon fisheries" Stud. Rev. GFCM (61) Vol. 1: 438p., 1984.

LES REUNIONS A VENIR

Séminaire sur l'eau et la salubrité dans les petites îles de la Méditerranée et les zones côtières isolées.

Palma de Majorque, 24-26 septembre 1986

Le Centre d'activités régional du Programme d'actions prioritaires du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE conjointement avec le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS, avait dans son plan de travail une action intitulée "Gestion des ressources en eau dans les petites îles de la Méditerranée et les zones côtières isolées".

Le séminaire, qui met un terme à la première phase de cette action, devra examiner et évaluer les réalisations et résultats obtenus jusqu'à présent pour cette action, mettre en relief les problèmes majeurs de gestion des ressources en eau dans les petites îles de la Méditerranée, formuler les recommandations techniques appropriées et proposer des sujets d'intérêt commun pour la Méditerranée ainsi que la façon et la manière de les étudier.

Le Ministère des Travaux publics et de l'Urbanisme (Ministerio de Obras Publicas y Urbanismo, Dirección General del Medio Ambiente) et les Pouvoirs locaux (Gobierno de la Comunidad Autonoma de la Islas Baleares) se sont proposés pour offrir les locaux et fournir l'assistance technique nécessaire au séminaire.

Séminaire sur la réduction des risques sismiques dans la région méditerranéenne.

Gênes, 16-18 octobre 1986

L'action prioritaire "Aménagement du territoire dans les zones sismiques" est l'une des activités qui entrent dans le cadre des "Etablissements humains", l'un des six domaines prioritaires couverts par le PAP/CAR.

Cette action a été lancée en 1984, avec la participation de l'Algérie, Chypre, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, le Maroc, la Tunisie, la Turquie et la Yougoslavie.

En 1985, les rapports nationaux des pays participant ont été préparés ainsi que trois études détaillées et leur rapport de synthèse. Ils ont été examinés et discutés au cours d'une réunion d'experts et d'un séminaire tenus à Cetinje, Montenegro (27-28 juin 1985).

Le présent séminaire devra formuler des

recommandations relatives à la réduction des risques sismiques dans la région méditerranéenne, adressées aux gouvernements des états côtiers, aux institutions spécialisées, aux experts et au grand public; il sera aussi chargé d'examiner et d'évaluer la proposition de projet de coopération méditerranéenne en matière de réduction des risques sismiques. Il discutera et évaluera également les études et les documents techniques présentés, préparés sur la base d'un cadre thématique adopté par le séminaire de Cetinje.

Le séminaire sera organisé sous l'égide du Ministère de la Coordination et de la Protection civile de la République Italienne. La Région Ligure et la Municipalité de Gênes se sont proposées pour accueillir cette manifestation.

XXXème Congrès et Assemblée plénière de la CIESM.

Palma de Majorque, 20-25 octobre 1986

Le Trentième congrès et l'Assemblée plénière de la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée aura lieu, sur l'aimable invitation du Gouvernement espagnol, du 20 au 25 octobre 1986 au Palais des Congrès et des Expositions de Palma de Majorque.

Les 8ème Journées d'étude sur la pollution de la mer Méditerranée seront organisées au cours du Congrès (20-22 octobre), sous le patronage de la CIESM, de la Commission intergouvernementale océanographique de l'UNESCO et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elles seront conjointement organisées par le Comité de lutte contre la pollution marine de la CIESM et l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE.

Symposium sur la coopération marine en Méditerranée

Tunis, 26-28 novembre 1986

L'Association des Etudes internationales organisera à Tunis-Belvédère du 26 au 28 novembre 1986 un "Symposium sur la coopération marine en mer Méditerranée".

Le Symposium traitera des aspects juridiques et économiques, examinant aussi les aspects scientifiques et techniques et se concentrera sur les structures de la coopération inter-méditerranéenne.



WANTED!

DES DIAPOSITIVES ET DES PHOTOS! \$ 0,00

Le Plan d'action pour la Méditerranée est à la recherche de diapositives et photos en noir et blanc ou en couleur, dont le sujet a trait au PAM, ses objectifs et ses activités, en vue de les utiliser dans le MEDWAVES et les transmettre aux media. Bien que le PAM soit désolé de ne pouvoir rétribuer les auteurs, il peut assurer que *les sources seront citées et attribuées.*

On ne réclame pas de des histoires d'horreur!

Envoyez-nous aussi des vues positives de l'environnement méditerranéen!

Merci d'avance!

LE CALENDRIER DES REUNIONS DU PAM

OCTOBRE-DECEMBRE 1986

Exercice d'intercalonnage des méthodes de référence pour la détermination des hydrocarbures de pétrole	9-18 oct. Barcelone
Réunion d'experts sur les codes de pratiques relatifs aux déchets solides et liquides	13-14 oct. 15-16 oct. Split
VIIIèmes Journées d'étude CIESM/COI/PNUE sur la pollution marine de la Méditerranée	20-22 oct. Palma de Majorque
Sixième réunion du Comité d'orientation du Plan Bleu	21-22 oct. Rome
Atelier sur l'étude architecturale des établissements historiques	3-5 nov. Split
Détermination du mercure, du plomb et du cadmium dans les sédiments et organismes marins (Activité A)	3-6 nov. Monaco
Réunion d'experts sur les pratiques de gestion des ressources en eau dans les grandes îles de la Méditerranée	9-12 déc. Malte

MEDWAVES, bulletin trimestriel, est publié par l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée en anglais et en français. Il se propose d'être un bulletin d'information informel qui ne reflète pas nécessairement les opinions officielles du PAM ou du PNUE.

Les nouvelles, les articles et les entretiens peuvent être reproduits librement, avec ou sans référence à MEDWAVES. Cependant, les communications signées ne peuvent être a nouveau publiées qu'avec l'autorisation de l'auteur.

Si vous désirez proposer un article sur un sujet relatif aux sciences marines, prière de vous adresser à: Spyros Vretos, Rédacteur-en-chef, MEDWAVES, Unité de coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée, 48 av. Vassileos Konstantinou, 116 35 Athènes, Grèce. Tél. (00301) 723.6586, Télex 222611 MEDU-GR



QUESTION: Quelle pratique est considérée comme allant à l'encontre du développement, coûteuse, exigeant du temps et bureaucratique, mais ne l'est pas?

REPONSE: L'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Jusqu'à présent, la pratique de l'évaluation de l'impact sur l'environnement comprend des procédures longues et coûteuses, avec une valeur souvent limitée pour les décideurs, ayant ainsi mené nombreux pays méditerranéens à avoir une opinion négative sur ces procédures EIE.

Voilà quelque fut l'une des conclusions fondamentales d'une réunion d'experts sur l'EIE, après discussion de la question pendant trois jours à Split du 7 au 9 juillet 1986.

L'EIE, selon la définition du Professeur Arne Jernelov est "l'évaluation des caractéristiques et de la force des effets qu'une action proposée cause sur l'écosystème. En principe, une EIE devrait aussi comparer diverses alternatives au moyen desquelles il est possible d'atteindre un objectif souhaité et s'efforcer d'identifier celle qui représente la meilleure combinaison de coûts et bénéfices économiques et pour l'environnement. Il s'agit là d'un des documents (obligatoire, dans certains pays) sur lequel est fondée l'autorisation accordée pour une activité qui entraînera peut être une modification importante de la qualité de l'environnement marin et littoral (ou en fait, de tout environnement).

La réunion, la deuxième de ce genre, avait été convoquée par le Programme d'actions prioritaires et a permis de rassembler quatorze experts de cinq pays (Espagne, France, Israël, Italie et Yougoslavie), trois organisations internationales (PNUE, FAO et OMS) et du PAP/CAR.

M. A. Jernelov, en sa qualité de consultant du PNUE - OCA PAC, a présenté un rapport intitulé "Lignes directrices relatives à l'EIE dans le contexte du Plan d'action pour la Méditerranée". Il y soulignait le besoin de suivre une démarche simple, évitant d'avoir recours à la longue et coûteuse collecte de données spécifiques au site.

Les participants ont également discuté le document d'information "La procédure de l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans les pays méditerranéens", présenté par M. H. Dominguez, Consultant du PAP/CAR. Ce document a été établi sur la base des réponses reçues de 7 pays (Espagne, France, Israël, Libye, Syrie et Yougoslavie) au questionnaire envoyé à tous les pays méditerranéens participant au Plan d'action (les réponses des autres pays devraient parvenir sous peu).

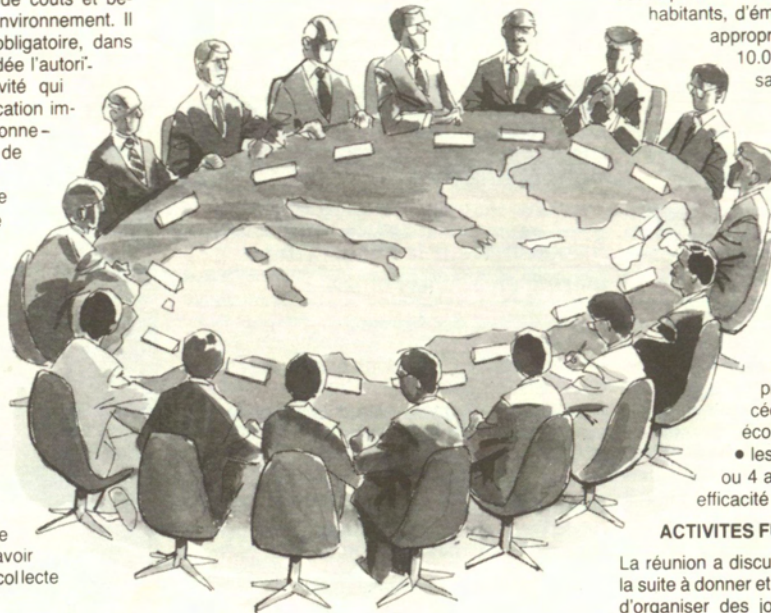
L'auteur a souligné le fait que "parmi les pays examinés, seulement deux, à savoir la France et

Israël, appliquent l'EIE sous une forme générale. Elle est exigée en Yougoslavie du point de vue juridique bien que n'ayant été introduite que récemment; et la Turquie la mentionne dans sa législation mais n'a pas encore établi les procédures nécessaires.

D'autres pays tels que l'Espagne, la Syrie, l'Italie et la Libye demandent une EIE de façon systématique dans divers secteurs, ce qu'ils ont occasionnellement appliqué. Due à leur appartenance à la CEE, l'Espagne, l'Italie et la Grèce devront avoir introduit sous forme obligatoire et générale l'EIE avant juin 1988".

Dans la majorité des pays, le stade de la participation publique pour l'EIE est extrêmement limitée.

Un "détail" intéressant indique qu'il n'existe



pas encore de définition généralement acceptée de l'EIE dans les pays méditerranéens, ce qui, évidemment, est fort gênant. Selon l'auteur, "le problème s'aggrave lorsque dans certains pays la terminologie définit tout le processus, alors que dans d'autres, elle ne représente qu'une partie du processus".

Il est, par conséquent, très urgent de rationaliser et coordonner la situation à un niveau international, propose M. Dominguez.

La réunion a aussi conclu que trois actions

fondamentales sont nécessaires en ce qui concerne l'EIE:

- une approche simplifiée face à l'EIE et l'utilisation des cas d'EIE déjà établis en vue d'une analyse comparative;
- une activité obligatoire sur la suite à donner pour l'évaluation des résultats des projets et
- la préparation de la mise en oeuvre de la procédure à suivre pour l'EIE et de lignes directrices pour l'EIE elle-même dans des domaines donnés (de telles lignes directrices générales pourraient être utilisées pour la préparation de lignes directrices spécifiques au site dans le cas de projet individuel).

La réunion a proposé la préparation de plusieurs études de cas et recommandé comme sujets la sélection d'unités de traitement des eaux usées pour les villes du littoral de plus de 100.000 habitants, d'émissaires ou unités d'épuration appropriés pour les villes littorales de 10.000 habitants, de ports de plaisance et complexes touristiques.

Les experts ont également recommandé qu'il soit tenu compte "des critères suivants lors de la préparation des études de cas:

- la procédure administrative utilisée devra être la plus proche possible de la méthodologie proposée;
- les documents présentant l'EIE devront être brefs et concis (40 pages au plus);
- les études de cas devront prouver que l'EIE a été une procédure bénéfique du point de vue économique;
- les études de cas devront avoir 3 ou 4 ans afin de pouvoir évaluer l'efficacité des mesures appliquées".

ACTIVITES FUTURES

La réunion a discuté des activités éventuelles de la suite à donner et a décidé qu'il serait nécessaire d'organiser des journées d'étude au cours desquelles seraient discutées les études de cas nationales à préparer.

A une date ultérieure, il serait bon de convoquer une réunion de consultation avec les décideurs.

Les pays devront être contactés en vue de rassembler des informations sur leurs besoins et intérêts en matière de formation, de même que l'assistance technique dans le domaine de l'application de l'EIE, à la suite de quoi, il serait utile d'organiser la formation et l'assistance technique appropriées, si le PNUE et d'autres sources ont assuré de leur soutien financier complémentaire. ■